

# Le Quotidien du Peuple

Quotidien marxiste-léniniste

JEUDI 21 FEVRIER 1980 - No 35 (Nouvelle série)

Commission paritaire N° 56 942

Tél. 205.51.10

2F

Devant l'association  
des «Amis de la République française»

## BARRE : IL FAUT RENFORCER L'AUSTERITE EN 80 !



« Le maintien du pouvoir d'achat devient, dans les circonstances actuelles, un objectif de plus en plus ambitieux ». Telle est la précision qu'a apportée Barre dans une allocution devant un parterre de diplomates, d'anciens ministres, de parlementaires... Certes, ces gens-là n'ont pas trop à craindre l'amputation de leur pouvoir d'achat mais Barre leur a expliqué ses objectifs qui constituent de nouvelles et graves menaces contre le pouvoir d'achat de la classe ouvrière notamment. En effet, le ministre de l'austérité et du chômage, s'adressant aux chefs d'entreprises, a dit : « Les chefs d'entreprises doivent savoir qu'au cas où leur politique des salaires excéderait ou même absorberait les gains de productivité, ils ne pourraient compter ni sur de plus amples facilités des crédits, ni sur des mesures protectionnistes ». Il a ajouté qu'il avait été amené « à penser que cet objectif peut être réalisé, à condition que les travailleurs français sachent écarter, comme ils l'ont fait jusqu'ici, revendications excessives et surenchères néfastes ».

Les choses sont en effet ainsi claires, quand on sait par ailleurs que, selon une étude du ministère du Travail, le pouvoir d'achat de la classe ouvrière a baissé dans des proportions allant jusqu'à 3,9 % d'octobre 1978 à octobre 1979. On mesure mieux les véritables objectifs de celui qui est parfois présenté comme le meilleur économiste de France ! Faire payer la crise aux travailleurs, leur en faire porter le poids essentiel, tel est bien l'objectif du gouvernement. Et les patrons, qui ont vu leurs profits se gonfler en 1979, sont appelés à l'intransigeance face aux revendications de salaires dans leurs entreprises.

Dans le même temps, l'OCDE prévoit pour les pays capitalistes occidentaux, pour l'année 1980, une croissance économique pratiquement nulle et un nombre de chômeurs égal à 20 millions de personnes, soit une augmentation de plus de 1 % du pourcentage de chômeurs, par rapport à la population active. Ces perspectives présentées par les experts de l'OCDE montrent à quel point les pays capitalistes sont incapables de surmonter les graves difficultés économiques qui les frappent.

Ces maux : chômage, inflation, qui s'aggravent aujourd'hui portent en eux-mêmes la condamnation du capitalisme. Les raisons de la colère et du mécontentement s'accumulent ; ceux qui nous gouvernent ne pourront indéfiniment poursuivre une politique qui gonfle les profits de quelques-uns tandis que la classe ouvrière et autres travailleurs voient leur niveau de vie baisser.

Les objectifs de Barre constituent de nouvelles et graves menaces contre le pouvoir d'achat de la classe ouvrière notamment.

## Iran : interview de l'ethnologue Paul Vieille

Lire page 8

Aciéries de Pompey

## Contre une prime anti-grève, 600 aciéristes en colère

Lire le reportage de  
Richard Feuillet en page 5

Vitry

## « Abdelkader avait 15 ans »

Lire le reportage de  
Monique Chéran en page 7



Les jeunes de l'allée Jean Couzy veulent faire savoir la vérité : le ghetto de la cité, le racisme entretenu, la présence policière. L'assassinat de Kader n'est pas arrivé par hasard.

### Usinor-Mardyck

## La direction ne cède pas, nous non plus !

Lundi et mardi (19 février) les 3 équipes du transport-manutention sont convoquées séparément par la direction. Là, nous apprenons de la bouche de notre directeur que nous sommes trop payés par rapport à la grille des salaires. Comment expliquer qu'à Usinor-Dunkerque les salaires du service transport-manutention soient supérieurs à ceux d'Usinor-Mardyck de 300 F ? La réponse nous la connaissons. C'est la lutte. Toutefois la direction propose deux systèmes de polyvalence, ce qui montre un très léger recul. Le premier pour les conducteurs et les aiguilleurs (10 personnes) qui verraient leur salaire mensuel augmenté de 13 F. Le deuxième pour les accrocheurs et les conducteurs (6 personnes) qui verraient leur salaire mensuel augmenté de 9 F. Pensait-elle nous acheter avec ces quelques francs ? Nos revendications sont très claires en tout cas.

1 - 200 F d'augmentation.

2 - Révision des classifications.

La direction ne sait plus où donner de la tête. Après l'huissier, une lettre à domicile pour essayer de tourner les femmes contre leurs maris, la direction engage une procédure de licenciement contre 2 grévistes accusés « d'obstruction » et de conduite de locotracteur « sans ordre ». Mais les dossiers sont vides de preuves. Ces deux camarades auraient été reconnus la nuit, à 300 m par les services de surveillance de l'usine. La solidarité financière se développe avec les autres boîtes. Des revendications communes sont déposées à Usinor-Mardyck et Usinor-Dunkerque. La direction ayant immobilisé les locotracteurs en retirant des pièces du moteur, nous avons fait appel à l'inspecteur du travail qui a constaté l'entière responsabilité de la direction. Car pour maintenir les locotracteurs en bon état de marche, les moteurs doivent tourner au moins une heure par jour.

Les débrayages en signe de solidarité sont de plus en plus nombreux à l'intérieur de l'usine. Nous avons même dû demander aux camarades de ne pas trop se mettre en grève, car notre principale force est que l'usine tourne normalement.

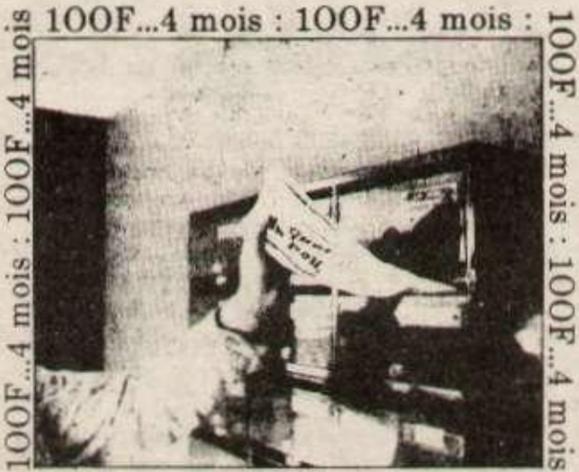
Plus il y aura de stocks, plus nous serons en position de force. Nous n'avons aucun intérêt à empêcher l'usine de tourner car la direction en profiterait pour mettre l'usine en lock-out pour invoquer l'atteinte à la fameuse « liberté du travail ». Bien sûr quelques camions sortent de l'usine pour décharger à Anvers ce qui coûte très cher.

Combien de temps encore la direction d'Usinor-Mardyck pourra-t-elle tenir ? En tout cas, nous grévistes savons que nous tiendrons jusqu'au bout.

Corresp. Usinor-Mardyck

# Du nouveau à la CFDT : la création de la Fédération Générale de l'Agro-alimentaire

Par Yves LEPIC



**Campagne de soutien au Quotidien du Peuple Pour l'existence en France d'un quotidien communiste**

A l'heure actuelle, il existe deux fédérations CFDT ayant des liens avec l'agriculture : d'une part, la Fédération générale de l'agriculture, regroupant le personnel de l'agriculture, les ouvriers agricoles, les employés du Crédit agricole, etc. D'autre part, la Fédération de l'alimentation, regroupant une partie des personnels de commerce (charcuterie, boulangerie, etc.), les travailleurs des industries de transformation, etc.

Le Congrès qui se déroulera en Loire-Atlantique du 27

février au 1er mars aura pour tâche essentielle de réaliser l'unification ou plutôt la fusion des deux fédérations en une seule : la Fédération générale de l'agro-alimentaire.

La nouvelle fédération concernera un secteur regroupant environ 1 400 000 travailleurs répartis en trois branches : production, transformation, services. La nouvelle fédération sera la principale force syndicale dans l'agro-alimentaire, la troisième fédération de la CFDT, derrière la métallurgie et le SGEN (enseignement).

La décision de fusion remonte officiellement à avril 1979, et l'option remonte à plusieurs années et des contacts avaient été amorcés quasiment dès la création de la CFDT, il y a un peu plus de 15 ans. Ces contacts assez étroits ont débouché sur des actions communes lors des conflits de l'ULN (Union Laitière Normande), de Negobeureuf Preval, etc...

Plusieurs raisons justifient ce choix pour les responsables des deux fédérations, notamment les imbrications sans cesse plus complexes entre les divers éléments de la « chaîne agro-alimentaire ». Il y a aussi des liaisons sans cesse plus importantes entre les dirigeants de la FNSEA et le CNPF. Par exemple, le CNPF a été admis à titre d'observateur à la dernière conférence annuelle syndicats agricoles-gouvernement en novembre 1979.

Bien sûr, cela ne va pas aller sans problèmes vue la diversité des situations des travailleurs de l'agro-alimentaire, de l'agriculture et des services. Mais, pour les responsables, l'heure est venue de « dépasser le corporatisme ». Il faut lutter pour unir les travailleurs de tous les secteurs, nous a-t-on expliqué, mais cela ne signifie pas qu'il ne faille pas tenir compte des situations très diverses qui existent. Par exemple, les conditions de syndicalisation sont différentes selon les secteurs, par conséquent, la lutte pour la syndicalisation doit tenir compte de la spécificité de la situation. La nouvelle fédération veut « peser sur les choix en matière de politique agro-alimentaire » que fait le gouvernement. C'est ce qu'elle appelle être « syndicalement à l'heure ». Il s'agit en l'occurrence d'é-

tre un contre-pouvoir face aux choix de la bourgeoisie.

Les journalistes présents ont ensuite posé des questions sur cette fusion. A la question sur les possibilités d'unité d'action avec les organisations syndicales paysannes sur les points d'achoppement entre les deux types de syndicats, et comment la FGA voyait l'unité ouvriers-paysans, il a été répondu que pour la FGA, du moins pour Jean-Paul Jacquier, la FNSEA égale le CNPF, qu'il n'y avait guère de possibilités d'unité d'action. Avec le CNJA (centre national des jeunes agriculteurs), dans la mesure où celui-ci ne se pose pas en patron, il pourrait y avoir des rapports. Même si la direction de la FNSEA se trouve en plein accord avec la politique gouvernementale, même si le nombre d'employeurs membres de la FNSEA exploitent les ouvriers agricoles qu'ils emploient, mettre tous les adhérents de la FNSEA sur le même plan est aussi erroné que de dire que CFDT égale PS sous prétexte que les principaux dirigeants de ce syndicat sont au PS.

Comme si tous les paysans étaient des employeurs, des exploités, comme les PDG de la SNIAS, de Thomson, de la CGE, etc. L'unité ouvriers-paysans est de ce fait mise un peu à l'écart des préoccupations de la FGA. Par ailleurs, les paysans ont l'air d'être tous assimilés à des passésistes parce qu'ils refusent l'évolution de la société, ils refusent de s'intégrer à la vie économique moderne. Bref, on a l'air de leur reprocher de ne pas se laisser éliminer. Mais, la FGA se rattrape de justesse en disant que cela ne signifie pas être d'accord pour donner le pouvoir aux industries agro-

## Champ d'action de la nouvelle fédération

Voici la répartition des travailleurs de l'agro-alimentaire par branches d'activité :

1) Production : 450 000, dont		
Polyculture, élevage :	200 000	
Viticulture :	50 000	
Cultures spécialisées :	120 000	
Forêts :	50 000	
Divers :	30 000	
2) Transformation : 830 000, dont		
Industries de la viande :	65 000	9 000
Industries laitières :	100 000	35 000
Fabrication conserves :	42 000	9 000
Travail du grain (aliments animaux) :	74 000	10 000
Sucreries, chocolateries :	46 000	3 000
Produits divers :	23 000	500
Fabrication boissons & alcools :	65 000	7 000
Entrepôts frigorifiques :	8 000	
SEITA :	11 000	
Insémination :	5 000	5 000
Boulangerie, pâtisserie :	115 000	500
Charcuterie, boucherie :	90 000	
Commerce de gros (viande) :	37 000	
..... (bestiaux) :	6 000	6 000
..... (produits laitiers) :	6 000	6 000
..... (boissons alcoolisées) :	65 000	3 000
Conditionnement commerce de gros fruits et légumes :	42 000	6 000
Commerce de gros, céréales, approvisionnement alimentation animaux :	30 000	30 000

\* Les chiffres de la deuxième colonne indiquent le nombre de travailleurs dans les coopératives.  
3) Services : 165 000, dont  
Crédit agricole : 60 000  
Mutualité : 30 000  
Secteur technique : 30 000  
Secteur public : 45 000

Les régions qui viennent en tête du point de vue du nombre de salariés de l'agro-alimentaire sont les suivantes : Région parisienne, Pays-de-Loire, Aquitaine, Rhône-Alpes, Bretagne, Provence-Côte d'Azur, Centre, Languedoc, Nord, Picardie.

En ce qui concerne le secteur de la production, les dix premières régions sont : Languedoc-Roussillon, Aquitaine, Picardie, Centre, Région parisienne, Pays-de-Loire, Provence-Côte d'Azur, Poitou-Charente, Champagne, Basse-Normandie.

alimentaires pour faire le ménage.

Si la fusion présente des avantages certains du point de vue des possibilités d'unité des travailleurs, elle présente aussi certains caractères erronés dont le fait de traiter les paysans en ennemis potentiels n'est pas le moindre.

**ABONNEZ-VOUS, FAITES DES ABONNES 4 MOIS : 100F**

**Abonnement 1 an : 350F**  
**En cadeau (au choix) :**

*Un jeu de 10 diapositives inédites sur la Chine*

*Un livre de 80 pages : «Munich 1938 : de la capitulation à la guerre»*

NOM (en majuscules) : .....  
Prénom : .....  
Adresse : .....  
Cadeau choisi : .....

A retourner à : Le Quotidien du Peuple  
BP 225 - 75927 PARIS Cedex 19

Pour téléphoner au  
Quotidien du Peuple  
**NOUVEAU NUMERO**  
**205-51-10**

## Le Quotidien du Peuple

Directeurs politiques : Jacques Jurquet, Charles Villac  
Rédacteurs en chef : Pierre Burnand, Gérard Privat  
Le Quotidien du Peuple  
Adresse Postale BP 225 - 75927 Cédex 19

Directeur de Publication : Y. Chevet  
Imprimé par ILN - Paris Distribué par les NMPP  
Commission paritaire : 56 942

### SBAP (Dijon)

## « Les travailleurs n'auront que ce qu'ils prendront »

Ce texte, inscrit en gros caractères dans l'usine SBAP à Chevigny-Saint-Sauveur, près de Dijon, exprime la combativité des ouvriers qui occupent depuis 11 jours leur lieu de travail après en avoir chassé les cadres avec des lances à incendie (voir QdP du 19 février). 85 % des 800 ouvriers se sont mis en grève et un délégué CFDT (majoritaire à l'usine) a bien voulu faire le point de la situation. L'usine rattachée au groupe Solvay, fabrique des emballages et des revêtements plastiques.

Le patron se fait une gloire de ne pas licencier alors qu'en réalité le nombre des ouvriers diminue et de ne pas faire de bénéfices alors qu'en 1979, ils ont augmenté de 40 %. L'ensemble des travailleurs a réalisé un cahier de re-

vendications dont le contenu précis et offensif mérite d'être souligné. Augmentation de 250 F non hiérarchisée pour retrouver le pouvoir d'achat de fin 1975, et l'amélioration très légèrement, horaires : personnel de jour, 39 heures par semaine, soit une heure de réduction hebdomadaire, personnel 2 x 8 : 38 heures par semaine, soit 2 heures de réduction hebdomadaire, personnel 3 x 8 : 37 h 20 minutes par semaine, soit 2 h 40 de réduction hebdomadaire, personnel 4 x 8 : 33 h 36 minutes par semaine, ce qui implique la création de la 5ème équipe. Ces réductions d'horaires devront être compensées à 100 %. 4 jours ouvrés de congés payés supplémentaires, soit la 5ème semaine de congés payés, plus de travail à partir de 13 heures

les veilles de jours fériés. Un jour de congé par mois pour garde d'enfant malade, abaissement de l'âge de la retraite à 60 ans et 55 ans pour les femmes et les travailleurs postés ou ayant des travaux pénibles. Droit syndical, 5 jours annuels de congés statutaires valables sur 2 ans. Après avoir essayé de reculer l'entrevue, le patron a proposé une prime exceptionnelle sans même vouloir fixer le montant. Refusant cette proposition visant à diviser ou à détourner la lutte, les travailleurs ont exigé la prise en considération de leur cahier de revendications.

Tous les jours, cadres et huissiers reviennent aux portes de l'usine pour se voir refuser l'accès par les ouvriers. Le mardi 19 février,

après être passé en référé, 27 assignés à quitter l'usine sont allés voir leur patron dont le bureau a été transféré en ville. Le patron *très malade* n'a pu les recevoir. Face à cette situation, et à une éventuelle intervention prochaine des forces de police, la popularisation s'étend (gala de soutien, articles de presse régionaux). L'usine du même groupe à Grenay dans le Nord, en étroite relation avec les grévistes, envisage un débrayage de solidarité. Sur place la combativité reste très forte.

Solidarité section syndicale CFDT-SBAP - Banque populaire, route de Dijon, No 03 19 05 822 2

Correspondant DIJON

### Editorial

## 21 février : journée de lutte anti-impérialiste et anti-hégémoniste

Depuis 1948, le 21 février est une date symbolique de la solidarité internationale et anti-impérialiste des luttes des peuples opprimés. Ceci en mémoire des 20 travailleurs immigrés dirigés par Manouchian qui, le 21 février 1944, sont tombés sous les balles des occupants nazis, en luttant au coude à coude avec la classe ouvrière française dans la résistance anti-fasciste. C'est la manifestation concrète de l'internationalisme prolétarien.

C'est aussi la commémoration de la puissante manifestation de masse, organisée le 21 février 1946, par les étudiants indiens contre les troupes d'occupation coloniales britanniques ; des manifestations populaires du 21 février 1947 au Caire pour le retrait des mêmes troupes britanniques.

Depuis 1948, le vaste mouvement historique de luttes de libération des nations et peuples colonisés, annoncé dès 1917 par Lénine, s'est largement concrétisé. Les anciennes grandes puissances coloniales, la Grande-Bretagne et la France, ont vu leurs empires se réduire comme une peau de chagrin sous les coups répétés des peuples.

L'impérialisme américain, qui avait pris la relève, se trouve aussi largement contesté. La victoire du peuple chinois, puis du peuple coréen annonçait déjà cela. Et depuis, bien d'autres ont secoué le joug américain, tel au Nicaragua, mais peut-être encore plus, la victoire historique du peuple iranien. En Amérique latine, un des bastions US, un pas en avant important a été réalisé par le peuple bolivien en renversant la dictature pro-américaine. Au Salvador, comme en Argentine ou en Uruguay et dans les autres pays de la région, les dictatures pro-américaines ne tarderont pas elles aussi à subir des coup redoutables.

En Afrique, le colonialisme portugais a dû faire sa valise. Les derniers bastions du colonialisme blanc, dans les trois pays d'Afrique australe, voient également que leurs jours sont comptés. Au Zimbabwe, même si ce n'est pas encore gagné, le régime d'apartheid soutenu par les impérialistes occidentaux va devoir prochainement céder la place aux forces patriotiques. Ce sera une brèche importante, notamment pour le peuple azanien (Afrique du Sud).

Aussi, malgré quelques revers comme au Vietnam, des difficultés (pour le peuple palestinien), des contradictions, comme l'indiquait Mao Zedong : « Les pays veulent l'indépendance, les nations veulent la libération et les peuples veulent la révolution ». Les peuples colonisés par l'impérialisme français, de Mayotte aux prétendus DOM-TOM s'inscrivent dans ce vaste mouvement. C'est l'impérialisme qui est en recul et non les luttes des peuples.

En ce 21 février 1980, la rivalité acharnée des deux superpuissances impérialistes, URSS-USA, amène l'accélération des dangers d'une troisième guerre mondiale. Là encore, les peuples, nations et pays du tiers-monde, sont la force motrice dans la lutte contre l'hégémonisme, pour faire reculer la guerre. Ils sont la principale force antihégémoniste.

Signe des temps, aujourd'hui les luttes de libération nationale s'opposent de plus en plus au social-impérialisme russe qui cherche à prendre la place de l'impérialisme américain. En Erythrée et en Afghanistan, l'URSS est l'ennemi direct ; au Cambodge et au Laos par Vietnam interposé. A Laos, le peuple résiste avec héroïsme contre la tentative de génocide.

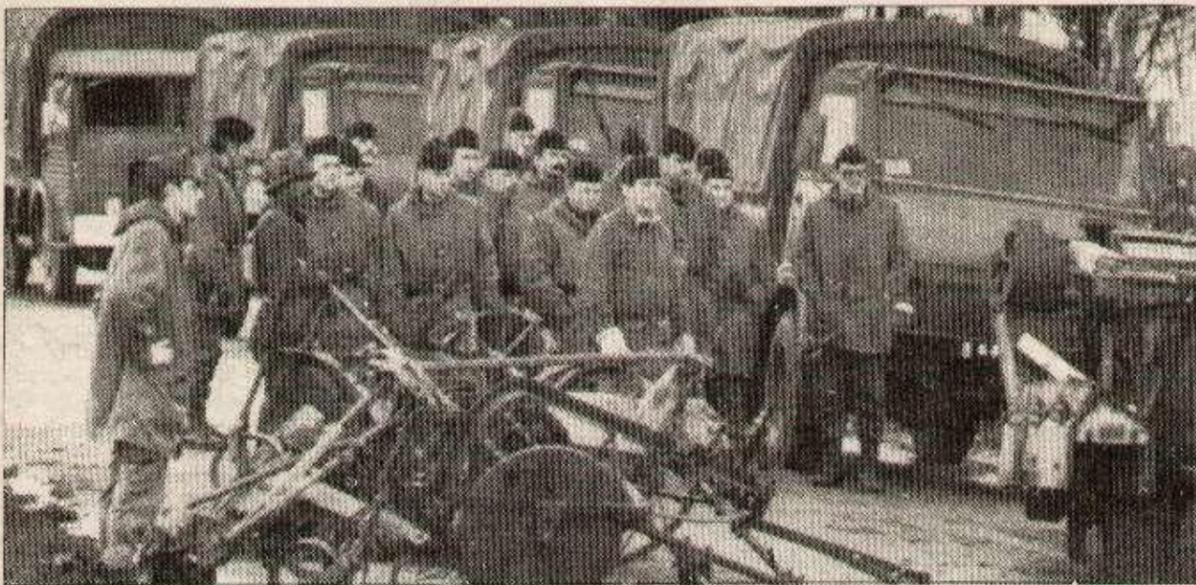
Les peuples érythréen et afghan s'organisent pour faire échec aux tentatives de génocide des envahisseurs russes. Le peuple érythréen a récemment repoussé victorieusement, à Nakfa, la dernière gigantesque offensive soviéto-éthiopienne, et s'apprête à la contre-offensive. Le peuple afghan s'organise.

Soutenir fermement toutes les luttes anti-impérialistes et anti-social-impérialistes, c'est affaiblir l'impérialisme et l'hégémonisme, c'est servir les luttes des prolétariats. Soutenir les luttes des peuples cambodgien, érythréen, afghan... c'est affaiblir la superpuissance qui est aujourd'hui à l'offensive et le principal fauteur de guerre. C'est contribuer à la fois à retarder la guerre et au succès de la révolution mondiale dont ces luttes sont partie intégrante.

Claude LEBRUN

### Plogoff

## ● Très vive tension ● Interpellations et grenades offensives ● Nouvelles violences policières



Les événements liés à l'enquête d'utilité publique se précipitent. Mardi matin, un jeune homme de 17 ans, trouvé porteur d'un lance-pierre la veille à Plogoff, a été présenté au juge des enfants à Quimper : il s'en est tiré avec une simple admonestation (originaire de Rostrenen, ville ouvrière située à 50 km de Plogoff, les déclarations de la préfecture l'ont présenté comme étranger à la région), par contre, plusieurs personnes qui s'étaient groupées devant le palais de justice, pendant son audition ont été brutalement interpellées et conduites à l'Hôtel de police de Quimper. Là, en totale illégalité et selon la « chère » habitude du commissaire Morineau (connu à Quimper sous le surnom du « shefrif ») elles ont été passées au fi-

chier anthropométrique (photo de face et de profil, empreintes, mensurations, dentition, etc...). Une jeune fille qui refusait de s'y soumettre, a été violemment tabassée, à tel point qu'elle a dû être conduite à l'hôpital en ambulance ; elle a heureusement pu en sortir dans la journée, après des soins. A Plogoff même, la situation s'est encore tendue. Dans l'après-midi, les opposants à la centrale ont fêté carnaval (tradition populaire très vive dans cette région). Précédés d'une « méhari » vert armée, grillagée, semblable à celles des flics, le cortège s'est rendu à l'emplacement des mairies annexes. Des manifestants étaient déguisés en flics, habillés de carton, masqués et casqués de papiers à salade. Appréciant très peu d'être ainsi en proie

à la dérision de la foule, les flics ont matraqué plusieurs personnes. Le cortège de carnaval s'est ensuite rendu à Cap Sizun, autre commune concernée par l'enquête, sous la surveillance de l'hélicoptère de gendarmerie qui a fait renforcer le dispositif policier par une douzaine de camions (soit 150 flics supplémentaires). En fin d'après-midi, à Plogoff, plusieurs incidents ont à nouveau éclaté. Des gardes-mobiles ont, comme lundi, lancé des grenades lacrymogènes et à gaz CS en très grand nombre, créant de véritables nuages de fumée. Ils ont également lancé des dizaines de grenades offensives. Enfin, continuant l'application de leur nouvelle tactique amorcée lundi, les flics lançaient à nouveau des charges

jusque dans la campagne, ils avaient pour but d'interpeller des manifestants préalablement repérés sur les nombreux films tournés tout au long des semaines précédentes.

C'est au cours de cette opération, qu'ils ont arrêté un habitant de Plogoff, âgé de 57 ans et qui aurait été porteur d'un cocktail molotov ; autant dire que son interpellation a fait monter la température à Plogoff. Le ministre de l'industrie, André Giraud qui accuse les opposants à la centrale d'être « une minorité sonore », devrait se rappeler que 1 400 électeurs de Plogoff sur 1 900 inscrits ont réclamé le départ des mairies annexes et des gardes-mobiles.

## Commerce extérieur : déficit record en janvier

L'année 1980 commence mal pour le commerce extérieur. Selon les statistiques ministérielles, le déficit brut a été pour le mois de janvier de 7,079 milliards de francs. Si l'on considère les données corrigées des variations saisonnières, le déficit reste considérable, puisqu'il s'établit à 4,628 milliards. Comme il est de coutume, le gouvernement attribue ce mauvais résultat au déficit énergétique, et par conséquent aux très justifiées hausses du pétrole. Sans nier les répercussions qu'entraînent ces hausses, force est de constater que d'autres facteurs entrent en jeu. Ainsi le déficit de biens de consommation et de biens d'équipement mégager a-t-il atteint, à lui seul, sept milliards, soit 18 % de plus que la moyenne mensuelle de 1979. A l'inverse, les échanges agro-alimentaires ont dégagé en janvier un excédent de un milliard. Quant aux exportations françaises, tout en restant à un niveau relativement élevé, elles ont tout de même régressé de 2,3 % par rapport à décembre 1979.

## L'UDF contre les cumulards... de mandats électoraux

Répondant aux vœux de Giscard émis lors de sa conférence de presse de juin 1978, le député UDF Léotard vient de rendre public son rapport sur le cumul des mandats. Son enquête est instructive : on y apprend que sur les 491 députés, 79 % exercent au moins une autre fonction électorale, et 42 % en exercent plusieurs. C'est au PS qu'on « cumule » le plus, avec quelques exemples frappants : Chandernagor, député de l'Indre, est également maire, président du Conseil général, et président du Conseil régional. Maurice Faure, président d'honneur du MRG, cumule les mêmes fonctions, plus celle de député européen. Explication de Chandernagor : « Vous savez ce que c'est. On vous dit : il n'y a que toi qui peut le faire. C'est très difficile de refuser ! ». L'UDF qui comprend dans ses rangs le moins de députés cumulards, propose l'incompatibilité entre certains mandats importants, comme ceux de maire d'une ville de plus de 100 000 habitants, parlementaire, ou encore président du Conseil régional. Il ne semble pas, toutefois, que ce qui va devenir bientôt un projet de loi puisse être adopté avant l'élection présidentielle.

### Meeting à Vitry

ENEZ EN DEBATTRE

SAMEDI 23 FEVRIER DE 14 H A 21 H  
Salle ROBESPIERRE (près de la mairie, derrière le Viniprix)

- Projection du film « Zone immigrée ou avoir 16 ans dans le béton » réalisé par des jeunes de la cité Couzy
- Carrefour des luttes dans :
  - les entreprises (Thomson, Kodak, Renault),
  - les hôpitaux et les postes de la banlieue sud,
  - l'immigration,
  - les LEP (Lycées d'enseignement professionnel).
- Intervention centrale
- Débats :
  - 3e guerre mondiale ? Iran, Erythrée, Cambodge, Afghanistan... Les peuples face aux deux superpuissances.
  - Socialisme en question ou questions sur le socialisme à construire dans notre pays.
- Montage diapositives, crêches, apéritif.

MEETING DU PCRml  
AVEC LA PARTICIPATION DU PCML

**ATTENTION**  
**NOUVEAU**  
**COMPTE BANCAIRE**

Tous les chèques doivent être libellés ainsi :

**AUJOURD'HUI PRESSE**  
**Société Générale**  
**200 208 66**

Attention : les chèques ne doivent plus être libellés « Quotidien du Peuple ».

# Liberté : des faits accusateurs

On peut dire que l'année 1980 n'augure rien de bon en ce qui concerne les droits des travailleurs, les libertés démocratiques. Cinquante jours depuis le Nouvel An et peu de jours passent sans apporter leur lot de mauvaises nouvelles, coups bas du patronat, arbitraire du pouvoir, légalité ba-

Depuis le 18 février, les mairies de San Marino, Isolaccio et Migliaciaro (Haute-Corse) sont occupées par des familles corses qui réclament la libération de leurs parents emprisonnés sur le continent.

Dans plusieurs villes universitaires - Nantes, Angers, Rouen, Amiens... - des manifestations étudiantes se succèdent pour obtenir l'annulation de mesures d'expulsion prises à l'encontre d'étudiants étrangers.

Lundi 18 février, on apprenait qu'un certain nombre de vigiles en « mission spéciale » avaient été utilisées comme agents-provocateurs et « casseurs » lors de la manifestation des sidérurgistes le 23 mars dernier à Paris.

Samedi 16 février, un tract était diffusé à Toulouse qui révèle les pratiques en cours dans un des grands magasins de la ville en matière de fichage des clients inélicites : la société de surveillance qui sévit au magasin Printafix ne se contentait pas d'établir la liste des auteurs de vols à l'étalage, elle avait constitué un fichier parfaitement illégal concentrant des données relatives à la vie privée des personnes concernées.

La semaine précédente, c'est d'un autre fichier dont il était question, celui qui doit résulter de la mise en place de nouveaux titres de séjour et de nouvelles cartes d'identité par les services du ministère de l'Intérieur.

On parlait également des tentatives sans précédent faites par la direction de la SNIAS pour vider l'exercice du droit de grève de son contenu et aussi de « bavures » policières...

Mais arrêtons d'égrèner l'actualité de ces derniers jours. D'ailleurs, direz-vous, que signifie la juxtaposition de faits disparates, sans doute révélateurs, sûrement inquiétants ou révoltants, mais que seul le hasard de l'actualité semble relier entre eux. Voire. Bien sûr, on ne peut tirer d'emblée aucune conclusion de ce qui pourrait être un amalgame rapide tant les faits rappelés ici diffèrent par leur portée, leur gravité ou leur ampleur.

Aussi bien on ne saurait mettre sur le même plan le fichier du magasin de Toulouse et celui destiné à rationaliser la politique de répression et d'expulsion mise au point par Bonnet. Il existe pourtant un point commun à cette rapide énumération. En effet, tous ces faits à leur manière portent la marque d'une répression contre le peuple et d'un grignotage des libertés dont le pouvoir a notablement accentué le cours depuis mars 1978.

### CONTRE LES IMMIGRES

La session parlementaire de l'automne 1979 n'a pas été seulement marquée par l'usage à répétition du désormais célèbre article 48 alinéa 3 de la Constitution. Les deux Assemblées ont

en effet procédé à l'adoption d'au moins deux lois qui s'inscrivent entièrement dans un processus de limitation des libertés et qui entrent en application avec l'année 1980. La première d'entre elles, c'est la loi anti-immigré dont Barre et Bonnet ont la paternité. Bien que le Conseil Constitutionnel l'ait déclarée pour une part au moins, parfaitement illégale. C'est en son nom que sont prononcées les expulsions d'étrangers comme ce jeune, né en France, de parents algériens résidents depuis trente ans qui a été conduit, il y a quelques jours, à la frontière d'une Algérie qu'il n'a jamais connue. Comme tant d'autres qui tombent sous le coup d'accusations fallacieuses de « troubles à l'ordre public ». (Les travailleurs africains grévistes aux Tuileries St-André à Marseille par exemple), ou, aujourd'hui, victimes d'un trafic de faux papiers, connu, toléré et couvert qui leur fut jadis imposé. C'est contre la mise en application de cette loi Bonnet contre les étudiants étrangers que se développent aujourd'hui de nouvelles mobilisations étudiantes. Dans le même temps, et en contrepoint des mesures gouvernementales, se poursuit la campagne ouvertement raciste qui fait des immigrés les boucs émissaires de la crise.

Certes Le Pen président de l'organisation Front national et animateur de la campagne « Un million de chômeurs, c'est un million d'immigrés de trop. La France et les Français d'abord », était inculpé au début de l'année de provocation à la discrimination raciale. Depuis, le jugement a été rendu... et Le Pen relaxé. Le gouvernement va pouvoir soumettre au Parlement dès le printemps son projet de loi signé de feu-Boulain qui prévoit d'ajuster dans chaque département le nombre d'immigrés admis à résidence en raison inverse du nombre de chômeurs.

Pour mettre en œuvre cette politique d'expulsion massive préparée par le gouvernement, Bonnet a estimé insuffisants les moyens mis à sa disposition. Insuffisante la centralisation entre les seules mains de la police de la délivrance des titres de séjour. Insuffisants les contrôles, descentes et autres manifestations de l'arbitraire anti-immigré. A l'avenir, Bonnet pourra faire plus grand et plus vite grâce à l'informatisation des fichiers.

### LA LIBERTÉ D'EXPRESSION : UN LUXE COUTEUX

L'autre loi qui s'applique en 1980 est celle qui réduit à à peu près rien le droit d'affichage. Ce droit traditionnellement attaché à la liberté d'expression inscrite au fronton de notre « démocratie française » devient le privilège exclusif des partis et organisations dont les trésoriers et les caisses noires regorgent de fric. Pour

fouée au gré des intérêts de ceux d'en haut. Mais il n'y a pas que de mauvaises nouvelles, il y a aussi celles qui font état de luttes et parfois de victoires dans la résistance pied à pied des attaques au grignotage ouvert ou sournois des libertés.

les autres partis, les syndicats, les associations populaires qui ne peuvent s'offrir les services d'agences de publicité, c'est le mutisme imposé ou l'avalanche des amendes au tarif fort.

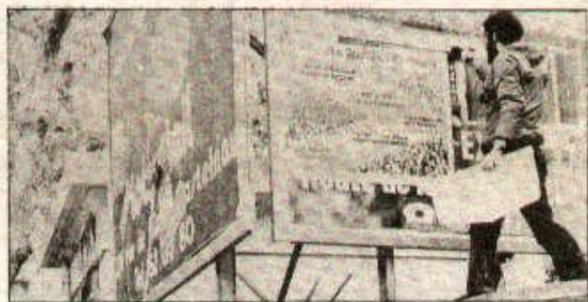
Bien entendu, il n'y a pas que des dispositions légales (eh oui, c'est le mot !) qui viennent porter atteinte aux libertés et aux droits des travailleurs, il y a aussi toutes les lois, les usages et les acquis qui sont transgressés quotidiennement. Et dans ce domaine, le patronat en connaît un bout. C'est vrai que l'histoire de la répression antisyndicale et les remises en cause du droit de grève est aussi vieille que l'histoire du patronat lui-même. Commandos antigrévistes, attaques de piquets de grève à l'arme à feu, fichage des militants, rien de tout cela n'est vraiment nouveau. La classe ouvrière a payé pour le savoir. Pourtant, dans ce do-

casion du procès d'un responsable d'une entreprise de travaux publics inculpé pour l'accident du travail qui avait coûté la vie à deux ouvriers, que la justice française estimait à 2 500 F et un mois de prison avec sursis le prix de l'ouvrier mort.

Le patronat n'est assurément pas seul à piétiner la loi pour régler ses comptes et quand celui-ci recourt au service des vigiles, des milices et autres syndicats maisons pour l'exécution de ses basses œuvres, le pouvoir, lui, utilise ses barbouzes.

### CEUX QUI PÉRISSENT PAR L'ÉPÉE

C'est justement la dénonciation des agissements terroristes des barbouzes de l'organisation *Francis* (dont certains affirment qu'elle serait dirigée par le conseiller de Giscard Riolfacci) qui fut à l'origine des événements qui secouèrent toute



Le 2 février, lors de la journée de lutte contre les atteintes à la liberté d'affichage.

maine, rien que les cinquante jours écoulés depuis la Saint-Sylvestre ont révélé une activité particulièrement intense du patronat.

### LES PATRONS RÉGLENT LEURS COMPTES

Enquête policière sur l'identité des syndiqués CGT de l'arsenal d'Arcueil. Licenciement de sept délégués à la SNIAS-St-Nazaire. Intervention violente d'un commando de cadres dans l'usine Mavilor occupée (Vallée de Gier). Attaque à main armée d'un piquet de grève à Vedène (Vaucluse), un gréviste grièvement blessé.

Pour la troisième année consécutive, refus de la direction de Talbot (Poissy) d'organiser des élections de délégués. Suicide d'un délégué CGT des usines Peugeot, poussé à bout par une direction dont on avait appris peu de temps avant qu'elle pratiquait le fichage systématique des militants politiques et syndicaux. Tentative de la direction de la SNIAS pour introduire une clause « anti-grève » dans le contrat de travail.

A cette liste malheureusement non exhaustive, il faudrait ajouter les poursuites judiciaires qui deviennent monnaie courante contre les syndicats ou leurs responsables, assorties d'amendes dont certaines, fait nouveau, pour remboursement des salaires non perçus par les non-grévistes.

On aura également appris au mois de février à l'oc-

la Corse au mois de janvier.

Pour tenter d'écraser les légitimes revendications du peuple corse, le gouvernement ajouta à l'occupation policière de l'île une répression aussi féroce qu'arbitraire. Aujourd'hui, au moins une centaine de patriotes corses sont emprisonnés à la Santé, Fleury-Mérogis ou Fresnes et une quarantaine sont également inculpés devant la Cour de Sécurité de l'Etat. Un Corse sur mille emprisonné !

D'ailleurs, à Ajaccio, la police ne s'est pas contentée d'arrêter des militants corses, elle a tué. A deux reprises.

Sans doute les flingueurs de l'Office central de répression du banditisme (OCRB) et de sa brigade de Nice dépêchés dans la capitale corse ne faisaient-ils que répondre aux recommandations de leur ministre. Celui-ci déclarait en effet lors de la cérémonie des vœux le 4 janvier : « Il est dit dans l'Écriture : « Celui qui tirera l'épée périra par l'épée » et le temps est venu où grands et petits malfrats doivent savoir que je ne reprocherai jamais aux fonctionnaires en état de légitime défense de faire usage de leur arme ».

Bonnet n'avait-il pas assimilé les patriotes corses à des criminels de droit commun et tous les Corses, en manifestant leur sympathie à ces derniers, n'étaient-ils pas suspects ?

Pierre MARCEAU

Pitres : un bourg rural de 13 000 habitants situé le long de la Seine, comme des centaines de petits villages qui bordent ce fleuve traversant le département de l'Eure. Depuis trois semaines, les 800 aciéristes des Aciéries du Manoir sont en grève totale. Principale entreprise de la localité, où l'on vient travailler y compris de Rouen, les Aciéries du Manoir fabriquent des aciers spéciaux pour le nucléaire, la pétrochimie (pipe-line) et l'armée. Les grévistes exigent entre autre la suppression de la clause antigrève et de la prime de fin d'année. En ce début de semaine, ils ont fait le point sur les résultats des négociations qui durent depuis vendredi : des miettes.

Sur la revendication principale, la suppression du caractère anti-grève de la prime de fin d'année de 3 500 F (moins 10 % pour chaque jour de grève), la direction propose après les trois semaines d'arrêt de travail actuelles, non pas de retirer 100 % de cette prime mais seulement 40 %... si le travail reprend. Et à condition — comme depuis 1949 date de création de la prime — de ne pas faire grève en 1980 ! Bref, la prime anti-grève n'est pas abolie. L'embauche définitive des sous-contracts, une certaine ? La direction propose «la priorité d'embauche» de ceux-ci... suivant les possibilités.

En fin de compte, le seul point acquis ce week-end après deux jours de négociations et 3 semaines de lutte, est la promesse de relogement des 12 travailleurs immigrés qui vivent encore actuellement... dans le sous-sol du bâtiment qui abrite également le réfectoire en face de l'usine. Sous-sol d'où se dégage une odeur pestilentielle, où les canalisations sont bouchées, où les douches ne fonctionnent qu'à l'eau froide. «Faire loger ces travailleurs dans un foyer de la région à la place, ne coûte de toute façon pas cher à la direction», font remarquer des grévistes au piquet.

**APPRECIATIONS DIFFERENTES**

Devant ces résultats négatifs, le représentant CGT lors des AG de lundi et mardi, fera remarquer que sur la seule revendication négociable non citée encore, les 3 000 F mini pour les ateliers, les propositions de la direction étaient elles-mêmes bien insuffisantes «2 650 F au 1<sup>er</sup> février, et 2 800 au 1<sup>er</sup> octobre ? Avec le taux d'inflation prévisible, cela revient à accepter une augmentation de 5,7 % pour 9 mois...». La section CGT, mardi, a donc appelé à poursuivre le mouvement. Le représentant de la CFDT permanent extérieur, parlant paraît-il «au nom de la section» lui, tout en reconnaissant que tout n'avait pas été obtenu, trouvait en AG, entre autre, positif le fait d'obtenir 60 % du total de la prime de fin d'année, bien que son caractère anti-grève ne soit pas remis en cause... «Il s'agit néanmoins d'un recul» devait-il ajouter, que le «travail des élus contribuerait à améliorer dans les semaines à venir». Devant de tels propos, des grévistes voudront — en saisissant le micro — l'empêcher de continuer ce qu'ils arriveront à faire, aidés en cela durant 10 minutes par les sifflets et le brouhaha énorme fait dans la cantine, par les 300 travailleurs présents. Faute

### Aciérie de Pompey (Pitres, Eure)

# Contre une prime anti-grève, 600 aciéristes en colère

d'arguments et ayant réussi à reprendre la parole, le permanent cédétiste explique qu'après tout, en 1968, la suppression du caractère anti-grève de la prime de fin d'année n'ayant pas été obtenue, cela n'avait pas empêché la reprise du travail... Drôle d'explication pas entièrement juste d'ailleurs (en 1968, les travailleurs obtenaient de ne plus être pénalisés sur cette prime pour cause de maladie).

Le représentant de la CFDT, à qui quelques comptes seront demandés, devait expliquer qu'y compris en cas d'insuffisance des propositions, il fallait, pour se prononcer sur la poursuite ou pas d'une grève, savoir apprécier à tout moment le rapport de force interne, savoir si la détermination des travailleurs était toujours aussi grande, etc. Faute de telles conditions non remplies selon lui, désormais appeler à continuer la lutte relevait par voie de conséquence de l'«aventurisme», du «gauchisme». Qualificatifs qui selon certains s'appliqueraient très bien à «quelques-uns qui font de la surenchère».

C'est un danger, bien sûr nous le verrons. Mais on ne peut dans un premier temps, sous prétexte que le mouvement risque d'être détourné de ses objectifs, l'arrêter avant, alors que l'a-

analyse faite par la CGT et de nombreux militants CFDT comme quoi le rapport de force est confortable... est conforme à la réalité !

Sinon, c'est mettre la charrue avant les bœufs ! Les dangers bien réels de récupération servent à cacher une propension à l'inaction.

#### QUELQUES ELEMENTS SUR L'ETAT DE LA LUTTE

Le rapport de force ? Mardi encore, après trois longues semaines de mouvement, 650 travailleurs sur 800 étaient en grève et seuls comme depuis le début, les 100 à 150 intérimaires travaillaient, communiquait mardi matin un délégué CFDT. «Travaillent», c'est-à-dire, font de la soudure et du finissage sur les pièces d'avance, mais aucune production nouvelle n'est faite selon les grévistes.

De plus en permanence, 150 à 300 travailleurs participent quotidiennement aux assemblées générales, 100 à 150 sont aux piquets de grève mis en place rapidement pour empêcher tout démantèlement de matériel ; le même nombre a participé depuis trois semaines aux multiples initiatives de solidarité fort nombreuses et variées : blocage du Pont de l'Arche «passage obligé» (dans la localité du même nom) durant 5 heures avec paiement d'un «péage de solidarité» pour 5 000 automobilistes allant de Rouen à Paris, manifestations dans et autour de l'usine, meeting et blocage de la RN15 (Paris-Rouen), manifestation à la zone industrielle d'Evreux, à la gare SNCF de Rouen.

Certes — mais où a-t-on vu le contraire — certains travailleurs, quelques 150/200 restent à la maison. Mais ce n'est pas plus que dans d'autres grèves. Et puis mardi matin, un responsable CFDT le confirmera, c'est 300 à 400 travailleurs — 100 de plus que la veille ! — qui sont venus à 7 h 30 voter... pour la poursuite du mouvement à la cantine, (où précisons-le, des cuisinières arborant le badge CGT continuent — initiative fort intéressante — à assurer les repas habituels à 9 F ce qui aide considérablement les grévistes à tenir le coup !). Signalons par ailleurs — preuve d'une certaine vigilance — que 250 à 300 grévistes avaient exigé la veille, lundi, de voter à mains levées, ce mardi matin contrairement à la proposition intersyndicale d'un vote à bulletins secrets ne favorisant pas la cohésion bien souvent. Parmi les oui pour la poursuite, 99 % selon le responsable cédétiste, se trouvait donc en conséquence mardi matin beaucoup de militants CFDT. Cette évidence déjà perceptible la veille allait d'ailleurs amener quelques travailleurs à interroger quelques per-

manents CFDT pour leur demander le point de vue de combien d'adhérents ces gens là représentaient en appelant à reprendre le chemin de l'atelier. On leur répondra que les élus seuls avaient été réunis. Voilà un ensemble de faits qui tendait en ce début de semaine plutôt à prouver que la détermination lundi et mardi matin était encore au beau fixe parmi les grévistes et nombre de militants CGT et CFDT et si elle a été mis quelque peu à mal c'est bien grâce à la position capitulaire de quelques-uns. Est-ce à dire maintenant, que derrière les paroles tout le monde a en vue avant tout les nécessités de la lutte, son renforcement ? Il est vrai que quelques individus semblent bien plus soucieux de mettre en avant leur boutique qu'autre chose à Pitres.

#### DES ATTITUDES REGRETTABLES

On a pu en avoir une idée lundi soir, quand, quelque responsable CGT a fait savoir à un journal qui s'appelle *L'Humanité* que la «CFDT volait au secours de la direction» et que seule la CGT voulait la lutte. Cela revient à dire que la CFDT toute entière aurait adopté une attitude négative. Quand on sait que les forces de la jeune section CFDT (deux mois d'existence) très active est pour l'essentiel selon des ouvriers à l'origine du mouvement et que mardi matin, la majorité a voté pour la poursuite, il est évident que ceux qui portent un tel jugement n'ont pas à l'évidence l'intention de donner plus de poids à la grève actuelle. Car de fait, que font-ils sinon semer le doute et la défiance vis-à-vis des militants CFDT actifs ? Ne serait-il pas plus conforme aux intérêts des grévistes de rechercher les actions payantes à mener ensemble ?

Et, est-ce avoir véritablement le souci de renforcer la grève aux aciéries de Pompey quand pas plus tard que ce lundi, on a vu quelques responsables CGT distribuer un tract intitulé *alle*

*réalisme : s'écraser ?* critiquant certains aspects pour le moins négatifs du «recentrage» de la CFDT. Certes l'unité d'action doit se faire sur des bases claires et doit avoir pour but le renforcement de la grève, non pas la capitulation. Mais est-ce l'attitude des militants CFDT, ce que revient à laisser sous-entendre le tract qui appelle donc à rejoindre la CGT ?... Il faut quand même rappeler qu'il y a à la jeune section CFDT, une certaine d'adhérents CGT, qui ont quitté il y a quelques mois la CGT étant justement en complet désaccord avec la ligne de collaboration de classe à outrance imprimée à cette organisation par quelques individus depuis la grève de 1976. D'accord, les responsables CGT actuels ne sont pour rien mais il est une chose au moins aussi bien établie : ceux qui aujourd'hui constituent les forces vives de la CFDT ne sauraient être accusés de faiblesse de ce point de vue. De plus distribuer des tracts de propagande critiquant certains aspects du recentrage cédétiste, serait d'autant plus crédible si dans le même temps, c'était lundi, un des hauts responsables CGT n'avait pas essayé d'expliquer aux grévistes présents à la cantine que le meilleur moyen de renforcer le rapport de force après 3 semaines de lutte consistait à montrer sa «bonne volonté» et de répondre à l'ultimatum de la direction exigeant la levée des piquets pour laisser rentrer des tonnes de gaz en vue d'alimenter les fours. Résultat de ce geste réaliste : mardi en fin de matinée, c'est deux camions que la direction voulait faire rentrer dans l'usine cette fois pour faire démanteler des pièces, sous peine d'envoyer les flics ! Les travailleurs et nombre de militants CGT et CFDT massivement ont vite tiré la leçon : ils se mettaient en masse devant les portes. Après 3 semaines de grève ils n'ont pas encore dit leur dernier mot.

Richard FEUILLET

## Massey Ferguson : pas un seul licenciement !

La direction du groupe canadien, Massey Ferguson annonçait brutalement, mercredi de la semaine dernière, la suppression d'un septième de ses effectifs à brève échéance, soit 834 licenciements pour 5 500 emplois de la compagnie française. L'usine de Marquette, dans la banlieue nord de Lille, est la plus touchée (442 licenciements sur les 2 500 emplois que compte l'entreprise). Mais toutes les unités du groupe sont concernées : 219 licenciements à la grande usine de Beauvais, 70 au Plessis-Robinson, 59 à Athis-Mons, et 44 aux entrepôts de Saint-Just et de Sarcelles.

#### MOBILISATION A L'USINE DE MARQUETTE

Dès que ces mesures ont été connues, les travailleurs de l'usine de Marquette ont débrayé durant une heure à l'appel de la section CGT qui représente, tous collègues confondus, 70 % des voix aux élections. Au cours du meeting qui s'est instauré à l'entrée de l'usine, Auguste Parent a souligné que ces licenciements étaient le résultat d'un plan de restructuration car, Massey Ferguson est un groupe qui se porte bien et n'a pas de difficultés financières.

Pour tenter de désamorcer la riposte, la direction a sorti de sa poche un plan social qui s'apparente par bien des égards à un

canular patronal. Ainsi des promesses sont faites quant aux efforts que la direction mettra en œuvre pour aider les travailleurs à retrouver un emploi. Mais, la note de la direction n'avance aucune mesure concrète et pour cause, quand on connaît le chômage, tant chez les métallos que généralement à Lille, agglomération comptant 8 000 chômeurs. Il est aussi question de formation professionnelle, en guise de voie de garage pour les licenciés, ce qui relève de la véritable provocation quand on sait que la direction de Massey a toujours traité par le mépris les légitimes exigences de formation professionnelle des travailleurs. Troisième trouvaille patronale, les mutations, que la direction présente à l'aide d'une jolie formule : «Les travailleurs qui désirent changer de région pourront le faire»... Enfin, la direction déclare vouloir aider ceux qui s'installeront à leur compte, et annonce qu'elle est ainsi en mesure de fournir... un tracteur. Bref, métallos-chômeurs, devenez agriculteurs !

#### LUTTER DANS L'UNITE

« Il faut se mobiliser dès maintenant » devait déclarer Auguste Parent. « La CGT ne discutera pas sauf pour une véritable préretraite ; elle se battra pour le maintien des 442 emplois... la

bataille de l'emploi se gagnera dans l'action ». La section CGT refuse tout licenciement et exige la préretraite à 60 ans et à 55 ans pour les femmes et les travailleurs aux postes pénibles, la cinquième semaine de congés payés et les 35 heures hebdomadaires sans perte de salaire. Ces quatre revendications de base, réalisent d'ailleurs, l'unité entre les deux organisations syndicales CGT et CFDT.

Vendredi, la section CGT organisait une montée à Paris, à l'occasion du Comité central d'entreprise qui se tenait au Plessis-Robinson. Comme attendu, la direction du groupe a confirmé les licenciements et les mutations, annonçant en outre l'arrêt de la presse de Marquette, et des amputations d'activités à Marquette et à Beauvais. Ce lundi, la section CGT organisait des meetings d'information à l'usine sur les résultats de la journée de vendredi. 250 travailleurs environ devaient participer à celui du matin. La situation actuelle est celle du départ de la mobilisation : les forces se rassemblent, l'action se prépare. L'unité syndicale autour des quatre revendications de base des métallos de la Massey pourrait être l'indispensable levain de la lutte.

Rémi DAINVILLE

## Lutte pour les salaires et l'emploi à Blois

Depuis jeudi 14 février à 8 h 30, les travailleurs de Ermeto (métallurgie) sont entrés en grève pour leurs revendications : 200 F d'augmentation sur le prix de base, embauche des jeunes, et intérimaires. Vendredi, suite à l'assemblée générale, 90 ouvriers sur 130, dont 23 intérimaires non-grévistes par force, ont décidé l'occupation de l'entreprise. Devant le refus de la direction de négocier, les travailleurs de Ermeto, comme en 1968, ont mis le cadenas sur les portes. La grève devrait se poursuivre ce lundi. Les travailleurs de la zone industrielle soutiennent la lutte et sont prêts à donner un coup de main en cas d'intervention des flics.

Dans le même temps, une autre boîte de Blois, Bloch une entreprise du bâtiment, est entrée en lutte. Les 240 travailleurs doivent tenir une assemblée générale ce lundi après-midi pour la sauvegarde de leur emploi après le dépôt de bilan. Des débrayages ont également eu lieu cette semaine à Perine Guiot, imprimerie, avec la participation d'un certain nombre d'intérimaires.

Correspondant BLOIS

## Inde : la dissolution des assemblées locales provoque de nombreuses réactions

Le gouvernement d'Indira Gandhi a décidé dimanche de dissoudre les assemblées des 9 Etats de l'Union. Un communiqué présidentiel indique que ces 9 Etats sont désormais placés sous administration directe du gouvernement central, ce qui limite à 3 sur 22, les Etats où l'assemblée locale est sous contrôle de l'opposition. Par cette décision, Indira Gandhi réalise plusieurs objectifs : d'une part, elle neutralise des assemblées locales de l'opposition alors que celles-ci seront amenées en avril prochain à renouveler un tiers du Conseil des Etats ou Chambre haute, assemblée actuellement sous le contrôle de l'opposition. D'autre part, Indira Gandhi peut ainsi étendre son pouvoir dans des Etats jusqu'alors dirigés par l'op-

position. Le renforcement du pouvoir central a provoqué de nombreuses réactions de la part de ses adversaires. Un ministre du Punjab a déclaré : «*la dissolution des assemblées locales est antidémocratique, anticonstitutionnelle et c'est le premier pas vers la dictature*». Le ministre des finances du Maharashtra a commenté ainsi cette mesure : «*L'autoritarisme de Mme Gandhi a commencé à se manifester. Elle devra en assumer les conséquences car le peuple n'acceptera pas cela*». Dans l'Etat du Tamil-Nadu, au sud du pays, de violentes manifestations ont eu lieu. A Thanjavur, magasins et véhicules ont été attaqués par les manifestants dont 13 ont été blessés et 300 autres arrêtés.

## Zimbabwe : Mugabe demande la dissolution des auxiliaires de l'armée rhodésienne

Dans une conférence de presse, Robert MUGABE, secrétaire général de la ZANU, a réclamé la dissolution des unités auxiliaires de l'armée rhodésienne et celle des «*Selous Scout*», chargés de la lutte antiguérilla et de la recherche de renseignements. Deux officiers de cette unité sont responsables de plusieurs attentats contre des églises de Salisbury. Robert Mugabe a déclaré à leur sujet : «*Ces hommes agissent conformément aux instructions de leurs commandants. Ce n'est pas un cas isolé. Cela fait partie d'une stratégie nationale. Il est temps que le gouverneur désavoue et abandonne les auxiliaires, les «*Selous Scout*» et les mercenaires qui accomplissent ces actes barbares.*».

## Espagne : procès de trois criminels fascistes

L'organisation de coordination des mouvements étudiants avait prévu une manifestation anti-fasciste lundi à Madrid (interdite, elle n'a pu se tenir) pour marquer l'ouverture du procès des militants d'extrême-droite responsable de l'assassinat de 5 avocats des Commissions Ouvrières, le 24 janvier 1977. Au cours de cette tuerie les fascistes avaient également blessé grièvement quatre autres personnes. Trois ans après ces événements, ce procès met en lumière les activités des organisations fascistes dans l'Espagne post-franquiste. Les accusés appartiennent à des organisations comme Fuerza Nueva (Force Nouvelle) qui il y a un mois, à peine, assassinait une étudiante basque. Mais «*saura-t-on jamais les noms des véritables instigateurs*» de la tuerie d'Atocha ? S'interro-

gent les avocats des familles des victimes. Trop de politiciens et de responsables du temps de Franco, seraient impliqués dans cette affaire pour que la lumière soit faite par la justice espagnole, qui s'est comportée dans cette affaire comme aux pires années du franquisme : absence d'enquête approfondie, disparition des pièces à conviction etc... Le ministère public demande 54 ans de prison contre l'instigateur de la tuerie, 33 ans de détention pour les 2 personnes accusées de meurtres et 7 et 6 ans respectivement pour les femmes complices.

### • Italie

En janvier la hausse des prix a été de 3,3 %. De janvier 1979 à janvier 1980 elle est de 21,4 %, d'après les chiffres officiels.

## Elections générales canadiennes

# Le retour de Trudeau

Après moins de neuf mois de purgatoire le libéral Pierre Elliott Trudeau retrouve son poste de premier ministre en ayant largement battu le conservateur Joe Clark. Sur 282 sièges, le Parti libéral en a 146, les conservateurs 103, le NPD (social-démocrate) 32.

Excepté cette «*éclipse*» de neuf mois, les «*libéraux*» sont au pouvoir depuis 16 ans, dont 11 ans sous la direction de Trudeau. Pendant ces 11 ans, le chômage avait presque triplé (le taux officiel est aujourd'hui de 7,5 % !). C'est d'ailleurs en jouant sur le mécontentement populaire que Clark avait été élu, et aussi en promettant un accroissement des pouvoirs des 10 provinces. Evidemment pour les politiciens bourgeois, les paroles et les actes sont deux choses distinctes.

Le gouvernement conservateur, élu le 22 mai 1979, était en fait renversé le 13

décembre lorsqu'il a présenté son budget.

Ce qui a été présenté comme l'enjeu entre ces deux grands partis de la bourgeoisie monopoliste, qui se succèdent au pouvoir depuis un siècle, ce sont les questions économiques et notamment énergétiques.

### LA DOMINATION ECONOMIQUE DES USA

Il est évident qu'au Canada, le capital américain est omniprésent. Depuis la fin du 19e siècle, les frontières sont largement ouvertes aux capitaux étrangers, principalement à ceux des Etats-Unis, depuis que ceux-ci dominent le marché mondial. Les sociétés américaines détiennent 40 % des actifs du secteur industriel canadien. Toutefois, la répartition des intérêts américains varie beaucoup selon les secteurs. Ils sont minimes dans les secteurs à faible technologie tel que le textile (14 %), ou le meuble (18 %), alors qu'ils vont jusqu'à 74 %

dans le pétrole et 55 % dans les produits chimiques ou l'appareillage électrique.

Le Canada réalise 70 % de son commerce extérieur avec les USA. Alors que son sous-sol recèle de grandes richesses, tels que le platine, le gaz naturel et le pétrole, les fibres d'amiante (1<sup>er</sup> exportateur mondial)... Ces produits ne sont pas traités sur place, les produits finis doivent donc être importés.

Aucun des deux grands partis ne montre une velléité particulière d'indépendance économique vis-à-vis du puissant voisin.

### D'AUTRES QUESTIONS

Par ailleurs, le déficit budgétaire qui était de moins d'un milliard de dollars en 1972, dépassait les 12 milliards en 1978.

Entre également en ligne de compte les intérêts propres des provinces et leurs relations avec le gouvernement fédéral. De plus, les partis bourgeois ont tendan-

ce à se régionaliser. Par exemple, en mai 1979, les conservateurs 21 sur 21 en Allueria. Ceci ne peut qu'accroître les contradictions entre le gouvernement fédéral et les provinces, surtout lorsqu'elles n'ont pas ou très peu de représentants dans le parti majoritaire.

En ce qui concerne la politique extérieure, en général, les conservateurs sont moins loquaces que les libéraux. Ils sont très opposés à l'hégémonie russe et ont condamné sans équivoque l'invasion russe de l'Afghanistan. Trudeau l'a également condamné, mais reste plus discret.

D'autre part, alors que la question du Québec avait eu une large place dans la campagne électorale en 1979, cette fois-ci, il n'en a pratiquement pas été question. Or, le référendum sur cette question devrait se situer vers le mois de juin 1980.

Claude LEBRUN

## Dublin interpelle Londres sur la réunification de l'Irlande

La convention annuelle du parti au pouvoir, Fianna Fail, a été l'occasion pour le premier ministre irlandais de

prononcer son discours politique le plus important depuis son entrée en fonction il y a deux mois.

Charles Haughey s'est lancé dans un plaidoyer en faveur de la réunification de l'Irlande qui incluait implicite-

ment un retrait britannique d'Irlande du Nord. Il a qualifié l'Ulster d'*entité artificielle, maintenue artificiellement* et a demandé à ce que la Grande-Bretagne fasse une déclaration allant dans le sens de la réunification afin «*qu'une paix durable devienne une réalité tangible*».

Le premier ministre irlandais a souligné qu'il est «*temps de trouver une solution*» à ce problème et que la solution ne pourrait être que politique. «*Dans une Irlande réunifiée*» devait-il poursuivre. «*La sécurité et le bien-être de nos chers compatriotes de religion protestante en Irlande du Nord serait une de mes priorités. Ma préoccupation serait de m'assurer qu'ils aient leur place dans l'Irlande future en toute sécurité et que leurs traditions soient honorées et respectées.*»

Pour l'instant, le gouvernement britannique n'a pas réagi à ces déclarations, seul le révérend extrémiste Paisley, partisan acharné du rattachement de l'Irlande du Nord à la Grande-Bretagne a accusé le premier ministre irlandais de vouloir saboter la conférence constitutionnelle sur l'Irlande du Nord, dont les travaux se poursuivent actuellement. L'absence à cette conférence de la principale organisation qui lutte les armes à la main pour le départ des troupes britanniques et la réunification de l'Irlande, l'IRA provisoire, condamne d'avance à l'échec cette initiative, qui vise tout au plus à donner d'autres formes à la domination britannique en Irlande.

## Grande-Bretagne : 2 millions de chômeurs en 81

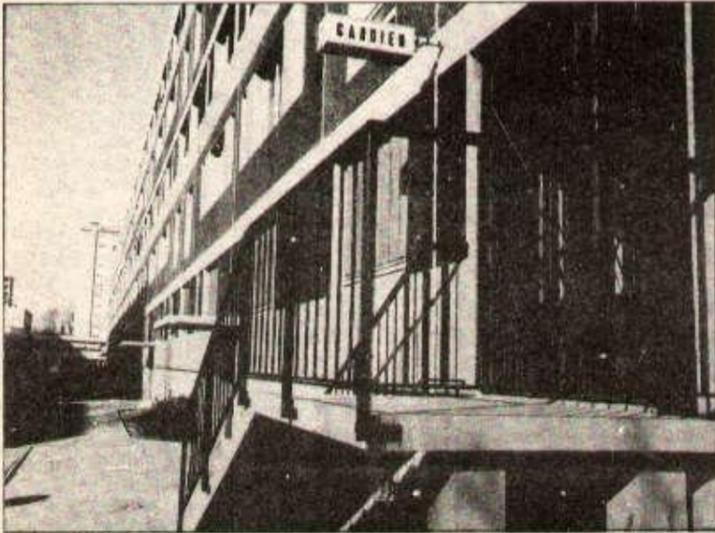


Les chiffres qui viennent d'être publiés officiellement sur le taux d'inflation : 18,4 % (2,5 % en janvier 1980) et les prévisions du chômage pour 1981 (2 millions de chômeurs) ne peuvent que renforcer les sidérurgistes dans leur détermination à obtenir la satisfaction de leurs revendications. 53 000 sidérurgistes sont menacés de licenciement et risquent de rejoindre les 1,4 million de chômeurs officiellement recensés, et qui forment 6,1 % de la population active. Une nouvelle rencontre entre les syndicats et la direction de la British Steel Corporation est prévue pour vendredi, le syndicat des sidérurgistes pourrait accepter une offre de 17 ou 18 % d'augmentation. La revendication initiale était de 20 % et la dernière offre patronale ne dépassait pas 14 %. On s'attend dans les jours qui viennent à ce que de nombreux mineurs et camionneurs viennent renforcer les piquets volants qui bloquent les aciéries privées encore en grève ou qui ont repris le travail.

## Communiqué

MJC D'EVRY - MAISON POUR TOUS  
Place de la Mairie - 077.33.94

CINE-CLUB  
Les fleurs rouges du Tien-Chan  
Film chinois de Tsoui Wei, Pao-Teh  
Vendredi 22 février à 20 h 30



La loge du gardien, grillagée. Depuis 6 ans, les jeunes de la cité demandent des locaux. Il y a 2 ans, on a construit cette loge de gardien.

### Vitry

# ABDELKADER AVAIT QUINZE ANS

Mardi. En cette fin de matinée, le soleil noie les grilles qui bordent la cité des Montagnards, à Vitry. Les briques des vieux HLM voisins semblent moins noires. Derrière la cité aux carrelages verts et bleus qui s'écaillent au fil des ans, des cheminées d'usines. En bas des escaliers, ils sont là, silencieux, les copains de Kader Laroché, assassiné samedi soir par le gardien de l'allée Jean Cousy. A deux pas, « la loge est fermée », indique une pancarte, derrière la grille métallique tirée comme devant un magasin. Ils sont presque tous immigrés, d'Afrique du Nord ou des Antilles. Ils ont l'air grave, douloureux.

Reportage de Monique CHERAN

Quand ils accepteront de parler, leurs premiers mots seront des mots de haine pour la presse. La presse pourrie, qui les a couverts de tous les crimes. L'un d'eux sort de sa poche une photocopie de l'article du Parisien du jour-même. Il me fait lire : « Quatre vingt dix mille habitants et toujours pas de commissariat... S'il est vrai que Vitry n'est pas Chicago, si les cités « Balzac » ou du « Cousy » ne sont pas des carrefours de rencontres entre truands, elles sont néanmoins de véritables repères de « loubards », dont les plus âgés ont dix-huit ans et entraînent, dans leur frénésie de violence, les plus jeunes, qui parfois, dès l'âge de sept ou huit ans, composent les hordes sauvages semant la terreur dans cette banlieue ».

Tout l'article est du même tonneau, avec des histoires d'épouvante dont les jeunes du coin seraient les sinistres héros.

Cette presse aux ordres, les jeunes d'ici la vomissent, parce qu'elle contribue à propager les fausses nouvelles, qui alimentent le racisme. « Ils viennent nous interroger pendant des heures, la télévision régionale vient nous filmer pendant une heure. Ils sont tous très gentils. Et quand on voit le résultat, ils nous ont jusqu'au bout. Ils disent ce qui les arrange ». Ne parlait-on pas, à Vitry, mardi matin d'une agression dont aurait été victime le gardien ? Ce que nous

voulons, c'est que la vérité soit dite, et pas autre chose », disent-ils inlassablement.

### « NOUS VOULONS QU'ON DISE LA VÉRITÉ »

La vérité, ils la racontent tout simplement. Tout ce qu'ils disent, c'est ce qu'ils ont vu, entendu samedi soir et depuis. Ils tiennent à ce que ce soit ceux qui étaient là qui l'expliquent. Et ceux qui parlent ne sont pas près d'oublier.

Il était dix heures trente, samedi. Comme d'habitude, ils sont plusieurs à discuter dans la cage d'escalier numéro 6. Comme bien souvent, ils chahutent gentiment avec Roger, un des locataires qui, disent-ils, est aussi souvent un peu « bourré ». Rien de méchant, c'est même plutôt lui qui les cherche. Mais cette fois, il ressort avec une barre à la main. Pour ne pas faire d'histoires, les jeunes vont au 8. La femme de Roger, pendant ce temps, va prévenir le gardien, dont la femme sort à son tour, avec un 22 long rifle à lunette. Elle le donne au gardien, en lui disant : « vas-y, vas-y, ça fait sept mois que ça dure ». Abdelkader a penché la tête à l'extérieur de l'immeuble. Un coup de feu est parti. Il est tombé dans un marbre de sang, atteint à la tempe gauche.

Le meurtrier avait visé à 32 mètres de là, il re-

chargeait alors son arme, en criant : « Ça y est, j'en ai tué un ». Il hurle à une femme algérienne accourue aussitôt : « Où est votre fils, dites lui de descendre, que je refasse la même chose ».

Dans la soirée il avait déjà « braqué » avec son arme un autre jeune qui promenait son chien. C'était un Français, il lui a dit : « Vas-y, pas toi ». Et aujourd'hui il voudrait faire croire qu'il a tiré dans le tas, sans viser. C'est incroyable », disent tous les jeunes. Comme si « tirer dans le tas, sans viser, était normal ! ».

### « POUR EUX: ÇA NE SUFFISAIT PAS QUE NOTRE COPAIN SOIT ASSASSINÉ ! »

« Abdelkader était par terre, il y avait du sang partout », raconte une femme algérienne qui le connaissait bien. Son fils était avec lui. « Il demandait où était sa mère. Puis il est mort ». Quand la police est arrivée, presque une heure après, ce furent les insultes racistes, de la part, semblait-il de certains flics de la 92 BT de Créteil. « Il en faudrait un comme ça tous les soirs ». A des Antillais : « Vous, les bronzés, rentrez chez vous ». Quand ils ont lavé le sang près de l'entrée : « Un Arabe de nettoyé ». Ils ont volontairement laissé les compresses par terre en disant : « Les Arabes les enlèveront bien... ». Pour eux, ça ne suffisait pas que notre copain ait été assas-

siné. Il fallait encore qu'ils nous insultent ». L'un des jeunes raconte : « Mon frère vient d'être condamné à 1 500 francs d'amende parce qu'il avait traité un flic de con. Et nous, c'est comme ça qu'ils nous traitent, ils se croient tout permis ».

### QU'EST CE QU'ILS AVAIENT DONC FAIT, CES JEUNES ? »

Dans la cité, personne ne parle d'accident. Plusieurs témoignent du fait qu'ils ont vu deux fusils, au cours de l'emménagement du gardien. Il aurait dit alors : « C'est pour le 14 juillet ». La mère de copains d'Abdelkader nous dit : « Mais qu'est-ce qu'ils avaient donc fait, ces jeunes. Qu'est-ce qu'ils avaient donc fait de grave ? Ils n'avaient pas volé, ils n'avaient pas tué. Ils faisaient juste un peu de bruit, ce samedi soir. Et même s'ils avaient fait quelque chose, ce n'aurait pas été une raison pour tirer, pour tuer. Si le gardien a tué, c'est parce que c'était des immigrés ». Elle cite tous les assassinats récents de jeunes immigrés, dans la région. « Ça aurait pu être mon fils, ça aurait pu être n'importe quel jeune immigré de la cité. On veut nous faire peur ». A force de dire et de redire qu'il règne dans la cité un climat de violence, à force d'alimenter une campagne anti-immigrés, à force d'encourager une prétendue auto-dé-

### Ils veulent que la vérité soit connue !

Mardi, les jeunes rédigeaient un tract pour expliquer ce qui s'était passé dans la cité pour dénoncer l'assassinat raciste de Kader. Des milliers de tracts qu'on s'est arraché dans la cité. Aussitôt, ils sont partis dans les cités voisines des Maronniers, et Balzac. Mercredi matin, ils devaient le diffuser sur tous les bahuts du coin, et ils comptaient bien intervenir au moment de la coordination des LEP en lutte contre la circulaire Beullac. Mercredi toujours, une réunion était prévue sur la cité pour organiser la riposte la plus large, avec le maximum d'organisations locales.

fense... Mais les habitants de la cité, dans leur écrasante majorité ont décidé de ne pas accepter cette menace permanente. On parle aussi de grève des loyers. « Il y a aussi des Français qui sont d'accord pour participer. Nous ne sommes pas d'accord pour payer un gardien qui tue nos enfants ! ».

### « PAS DE SALLE POUR NOUS, MAIS UN GARDIEN »

Les jeunes, eux, refusent qu'on les traite de voyous. « Depuis des années, depuis six ou sept ans, on demande des salles ici, pour nous. Pas de réponse, depuis tout ce temps. Dans la plupart des cités voisines, il y a des clubs ouverts aux jeunes. Pas ici. Et on n'a pas le droit d'aller dans les autres. Qu'est-ce qu'on peut faire ? On ne peut même pas jouer

au foot sur la pelouse sans risquer de descendre les vitres. Ils ne nous ont toujours pas installé de protection. La piscine ? Quand on y arrive en bande, on nous dit qu'on ne veut pas de nous. La patinoire ? Elle a fermé il y a quelques mois, ce n'était pas assez rentable. Les cafés ? A 8 h, tout est fermé. Pas de cinéma ici. On n'a pas de fric pour aller en boîte à Paris, et dans plusieurs boîtes, on n'accepte pas les Arabes. Et surtout, on n'a pas de fric. Quand il y a cinq ou six gosses, qu'on ne trouve pas de boulot en sortant de l'école, quand il faut payer les loyers très cher, il n'y a pas d'argent pour ça ». Au lieu de leur donner ces salles, l'office interdépartemental d'HLM a préféré installer une loge de gardien, il y a deux ans.

Monique CHERAN

### « Qu'est-ce que vous venez faire ici, après ce qui s'est passé samedi ? »

15 heures. Un car de flics, puis un autre, arrivent en trombe dans la cité. Des policiers en sortent en courant, l'arme bien visible dans la poche arrière. Qu'est-ce qui se passe ?

Certains policiers courent vers la cage d'escalier de la loge. Une voiture noire part à toute allure, en slalom entre les immeubles, en faisant hurler les pneus. A l'arrière, des policiers armés de fusils. Ils poursuivent, paraît-il, une voiture de jeunes de la cité. Ceux qui sont restés là se répandent dans l'escalier.

Des civils arrivent, avec à leur tête le « patron »... Pour les jeunes, ce western dans la cité est une provocation, après la mort de Kader.

Il paraît que tout ce beau monde vient ici parce que, comme par hasard, l'appartement du gardien a été cambriolé. Des dizaines de flics pour un cambriolage dont tout le monde doute ici. « C'est trop beau pour eux, ça justifiera un peu le crime du gardien ». Une voisine n'a rien entendu. Pourtant, le montant de la porte est bel et bien entamé. Dans la soirée, la télévision annonçait que l'appartement du gardien avait

été mis à sac par une quinzaine de jeunes de la cité ! Plus que bizarre.

Personne n'esquissera un geste contre les policiers. Ils pensent tous que les autres n'attendent que ça. Mais ils ne peuvent se taire. « Qu'est-ce que vous venez faire ici, après ce qui s'est passé samedi ? ». Les flics disent qu'ils ne sont pas au courant. Ils ont pourtant le nez sur le faire part de décès de Kader, placardé dans l'entrée. Partout, les jeunes les pressent de questions, les suivent, dénoncent leur racisme à eux. Au point que quelques instants plus tard, un de leurs responsables dira : « Ça ne va pas, on est trop nombreux ici ».

Cette présence arrogante de la police, ils ne la supportent pas. Ils savent qu'on veut encore les provoquer, les narguer. A-t-on jamais vu pareil déploiement pour un cambriolage ? Pour expliquer leur refus de ce racisme, de la violence qu'ils subissent eux chaque jour par le ghetto, ils ont décidé, en accord avec bien des parents, de ne pas en rester là. Parce qu'on ne peut accepter qu'un jeune de quinze ans tombe ainsi un samedi soir, abattu d'une balle en pleine tête.



L'assassinat de Kader par le gardien, ça ne suffisait sans doute pas. Mardi, des dizaines de flics ont investi la cité. L'appartement du gardien avait paraît-il été mis à sac ! Une odeur de provocation.

# Iran : « L'élection de Bani Sadr représente beaucoup plus que la simple institutionnalisation de la république »

C'est ce que nous déclare Paul Vieille, ethnologue, sociologue et chercheur au CNRS, co-auteur avec Bani Sadr (actuel président de la République islamique d'Iran) du livre « Pétrole et violence »

Propos recueillis par Frank Roussel

Dans la première partie de cette interview nous avons cherché à saisir quels changements sont survenus en Iran, alors qu'il y a deux mois seulement, commentant la situation, Bani Sadr déplorait la « multitude de centres de décision », et le risque de restreindre les libertés qui « profite à l'appareil bureaucratique ». Ce danger de la bureaucratie il le soulève également à propos de la nationalisation des banques et des entreprises industrielles en déclarant : « Que signifie-t-elle dans la réalité sinon le développement de la bureaucratie. Nous sommes bien à nouveau sur l'ancienne voie ». Ces déclarations ont précédé la démission du gouvernement Bazargan, et l'occupation de l'ambassade américaine à Téhéran qui au-delà du but recherché par ses auteurs, a constitué, au moins pendant toute une période, une étape nouvelle de la mobilisation du peuple iranien contre l'impérialisme. Quel est le projet politique et économique de Bani Sadr, sur quelles classes et couches compte-t-il principalement s'appuyer pour le mettre en œuvre ? De quelle marge de manœuvre dispose-t-il pour cela ? Comment le contrôle des travailleurs s'exercera-t-il sur ces réformes ? Autant de questions auxquelles il est difficile de répondre aujourd'hui, mais qui sont présentes dans le projet de Bani Sadr. Il faudra attendre son application pour pouvoir se prononcer.

► Il y a quatre mois, lorsque vous avez rencontré Bani Sadr à Téhéran il semblait assez pessimiste sur la situation en Iran. Il a été élu récemment président de la République islamique, avec 75 % des voix, comment la situation s'est-elle transformée en si peu de temps ?

Il y a 4 mois, l'ancien système économique se remettait en place, il y avait un mécontentement latent parmi les masses. L'occupation de l'ambassade des USA a déclenché une deuxième vague révolutionnaire. Je ne sais pas dans quelle mesure l'occupation de l'ambassade a été voulue par le pouvoir, ou par d'autres forces politiques, toujours est-il que le mouvement qui a été déclenché a complètement débordé la droite, notamment des gens comme Behechti (membre du conseil de la révolution) ou Ghotbzadeh (ministre des Affaires étrangères). Cette deuxième vague révolutionnaire a complètement bouleversé la situation et a permis au peuple iranien de retrouver son unité. Le mérite de Bani Sadr c'est d'avoir su donner un contenu à ce mécontentement des masses, c'est pour cela qu'il a été élu et que son élection représente beaucoup plus que la simple institutionnalisation de la république. Lorsque Bani Sadr a décidé de refuser le dollar comme monnaie de paiement du pétrole, cela a donné un sens à la colère populaire.

## « LA RECONCILIATION DE LA NATION ET DE L'ETAT »

► Bani Sadr il y a 4 mois n'excluait pas une intervention de l'armée, qu'en est-il de ce risque aujourd'hui ?

Cette probabilité existait avant les élections. Avec le consensus dont dispose aujourd'hui Bani Sadr cette issue est à écarter. L'armée pouvait dans la période précédant l'occupation de l'ambassade américaine, exploiter la

démobilisation des masses, la paralysie de l'économie et l'anarchie qui s'installait peu à peu dans le pays, pour tenter un coup de force, qui aurait probablement reçu l'assentiment de la fraction réactionnaire de la hiérarchie religieuse (Shariat-Madari. Le soutien au coup d'Etat aurait pu s'étendre depuis Bakhtiar jusqu'à Bazargan, avec l'appui enthousiaste de l'impérialisme américain.

Bani Sadr a toujours dit qu'il fallait créer des corps d'armée indépendants de l'état-major. Comment compte-t-il s'y prendre pour démocratiser l'armée ? Il aborde ce problème dans un récent éditorial de son journal « Révolution Islamique » où il écrit qu'il ne veut pas, pour l'instant, divulguer ses plans dans ce domaine.

On ne sait pas si Bani Sadr tiendra ses promesses, en tout cas, il a soulevé un immense espoir, espoir de réconcilier la nation avec l'Etat, ce qui n'a jamais été réalisé jusqu'à maintenant en Iran. Bani Sadr se trouve un peu dans la situation de Mossadegh : faire appel constamment à la rue pour lutter contre les appareils, avec cette différence que Mossadegh ne disposait que de l'appui de la population de Téhéran, tandis que Bani Sadr dispose d'un soutien important dans presque toutes les villes du pays et que l'appareil d'Etat était hostile, à Mossadegh.

## « LE TOUDEH, RIEN A VOIR AVEC UNE OPPOSITION DE CLASSE »

► On a l'impression qu'actuellement une opposition hétérogène est en train de se regrouper autour des étudiants de l'ambassade qui reprochent à Bani Sadr un « manque de fermeté à l'égard de l'impérialisme US ».

On retrouve dans cette « coalition » informelle : Toudeh, PRI (Parti de la République Islamique) etc... quel est votre avis là-dessus ?

L'opposition du Toudeh n'a pas grand chose à voir avec une opposition de classe. Le problème du Toudeh c'est de critiquer ceux qui s'opposent à l'URSS. Le Toudeh comme le PRI a appelé à voter pour Habibi, le choix de sa formation s'est sans doute porté vers ce candidat, en raison de sa faiblesse qui le rendait facilement manipulable. Les commerçants du bazar, les classes moyennes ont voté pour Habibi.

Car il représente la hiérarchie religieuse de droite, réactionnaire, avec d'autres comme Behechti. Le PRI se réclame de Khomeiny, mais s'oppose au projet économique de Bani Sadr. La hiérarchie religieuse a tenté un contre-projet économique à travers la fondation Ahlavi et la création d'une banque islamique. Elle visait à devenir un gestionnaire de la rente pétrolière au profit des grands commerçants du bazar, enfin débarrassés de la tutelle des comprador qui ne leur laissaient que desmiettes sous le Shah.

## « UNE CATHEDRALE DANS LE DESERT »

► Pouvez-vous nous rappeler les points essentiels du programme économique de Bani Sadr, en quoi a-t-il été déjà partiellement appliqué, quelle est l'ampleur de la tâche dans le domaine économique ?

La chose essentielle, contrairement à ce que beaucoup disent aujourd'hui, ça n'est absolument pas l'augmentation du prix du pétrole, même si l'Iran n'a pas l'intention de vendre au-dessous du prix mondial et bénéficie ainsi des récentes augmentations. Le but de l'Iran, à long terme, c'est de ne plus vendre de pétrole, de garder ce pétrole pour la consommation nationale. Dans l'immédiat, il s'agit pour l'Iran d'en vendre en quantité suffisante pour acheter des biens d'équipement. Dans un deuxième temps, il s'agira d'utiliser le pétrole comme base de l'industrie. Si l'Iran développait une industrie lourde, elle retomberait dans la dépendance impérialiste, n'ayant pas l'infrastructure nécessaire pour utiliser l'acier dans le cadre de sa production sans faire appel à de nouvelles importations. L'Iran possède une aciérie construite par les soviétiques à Ispahan, mais c'est une « cathédrale dans le désert » qui produit pour l'exportation, alors que dans le même temps l'Iran importe toutes les pièces pour monter des automobiles. Le tissu économique iranien ne peut absorber cet acier. Le projet de Bani Sadr est

au contraire de construire l'industrie autour du pétrole pour qu'elle soit entièrement intégrée. L'avantage de la pétrochimie est que la transformation du pétrole en objets plastifiés requiert peu d'investissements. La technologie et le mode d'organisation de la pétrochimie permettent une certaine souplesse. Il y a là une occasion unique pour les Iraniens de construire une industrie sur des bases indépendantes, orientée vers les besoins des masses,



Dans les rues de Téhéran, des portraits de Bani Sadr.

vers la consommation, comme vers la production.

La deuxième base de ce programme économique, consiste à redémarrer l'agriculture. Des efforts sont faits pour que les gens retournent à la campagne, on leur distribue des terres, il est prévu de donner des prêts à l'équipement, de créer de nouveaux villages en garantissant aux paysans des conditions de vie égales aux habitants des villes. Le revenu des paysans sera garanti, des indemnités seront versées en cas de calamités naturelles, etc...

► Quel sera le statut de la terre : petite propriété ? collectivisation par étapes ?

Tout cela n'est pas très précis. Un projet de redistribution des terres existe. Dans l'immédiat il ne s'agirait pas de toucher aux terres des capitalistes iraniens actuels. Seuls des terres vierges doivent être distribuées à des petits exploitants, du moins dans une première phase. Là, cela pose encore un problème au niveau du type d'exploitation des terres (culture sèche/culture mouillée). Qu'est-ce qui a été fait jusqu'à maintenant dans le domaine de l'agriculture ? Il y a eu des terres qui ont été distribuées ou prises par les paysans. La croisade pour la reconstruction fait partie de ce plan d'ensemble. Il s'agit d'envoyer des jeunes gens dans les campagnes pour jouer le rôle d'éducateurs, d'instructeurs, etc...

Le projet de Bani Sadr n'a été que très partiellement appliqué jusqu'à maintenant, en particulier sous le gouvernement de Bazargan qui voulait redémarrer l'économie sur les anciennes bases.

## DEMOCRATIE A LA BASE

► Bani Sadr le dit lui-même, les nationalisations en soit, n'ont aucune valeur, tout dépend de leur contenu. Lorsqu'il parle de développer les Conseils ouvriers, à quels types de conseil fait-il référence ?

Bani Sadr est partisan d'un type de représentation qui applique la démocratie à la base.

La démocratie est pour Bani Sadr, l'instrument nécessaire de la lutte contre la bureaucratie. L'étranger ne peut s'appuyer que sur un pouvoir autoritaire fort à l'intérieur. Il y a conjonction nécessaire entre la lutte pour l'indépendance et la démocratie. Dans un récent éditorial de son journal, Bani Sadr a écrit que l'un des dangers principaux de ce pays, c'est la bureaucratie. La plus grande partie de l'industrie est nationalisée, les directeurs d'usine sont pour la plupart nommés par l'Etat d'où le risque que s'installe la bureaucratie. Pour l'éviter il faudra accorder plus de pouvoir aux ouvriers. Ce qui coïncide avec les idées et les écrits de Bani Sadr, à la fois avant la révolution et ce qu'il développe actuellement dans les colonnes de son journal. Ceci dit, c'est ce qu'il a écrit pour l'instant, on en est réduit à attendre l'application. Il insiste sur ce problème de la bureaucratie aussi bien dans les campagnes que dans les villes. Il veut donner un rôle à l'Etat, mais un rôle dynamiseur plus que d'administrateur.

Demain :  
Quel front  
veut construire  
Bani Sadr